

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 562 du 02.12.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 L'impossible tandem...

1-2 Aliaa Al-Korachi : Processus de paix. Israël maintient son défi à la paix et rejette le moindre gel de la colonisation.

1-3 La paix, le dernier souci d'Israël ...

1-4 Aliaa Al-Korachi : Coloniser pour « dépalestiniser » !!!

1-5 Samar Al-Gamal : Il y a six ans, disparaissait Yasser Arafat, mais depuis sa mort, aucun progrès n'a été réalisé dans le processus de paix.

1-6 Michael Khaled : Le système montre son vrai visage.

2 Annexe

1 Boycott

2-2-1 Ronnie Kasrils : Des Africains de renom, dont Desmond Tutu, soutiennent le mouvement de boycott des institutions israéliennes.

2-1-2 13 universités sud-africaines boycottent Israël pour son racisme.

2-1-3 Alain Gresh, Point de vue : Boycott d'Israël, un appel indigne.

2-1-4 Gabrielle Lefèvre - Tribunal Russell sur la Palestine.

2-1-5 Le Monde : Point de vue : Boycotter Israël, c'est lutter pour une paix juste.

2-1-6 Entreprises américaines ou européennes qui soutiennent l'Etat d'Israël :

3 Histoire

3-1 Thierry Meyssan : Les circonstances politiques de la mort de Yasser Arafat

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 L'impossible tandem...

Processus de paix .

Lors de sa visite à Washington, le premier ministre israélien, avec ses prises de position contradictoires, a contribué à compromettre les timides efforts américains pour parvenir à un règlement. Un défi qui correspond à sa vision d'ultrasioniste. L'impossible tandem

Netanyahu est-il un partenaire valable pour réaliser la paix entre Palestiniens et Israéliens ?

La question se pose alors que le premier ministre israélien s'est rendu à Washington, parrain du processus de règlement en état de léthargie. Une visite qui, somme toute, n'a rien donné.

Et c'est en l'absence du locataire de la Maison Blanche, parti en Asie suite aux déboires électoraux de son parti, que le premier ministre israélien a fait ce déplacement. Obama voulait-il boudier celui qui ne cesse de placer des obstacles face à ses initiatives visant à trouver une solution à une crise qui perdure et qui ne fait que se compliquer ? Netanyahu n'ayant donc pas rencontré Obama, il s'est entretenu avec le vice-président Joe Biden.

Et quelques heures après la rencontre, la Commission régionale israélienne de planification et de construction a décidé de publier un appel d'offres pour la construction de la troisième phase du quartier de Har-Homa, un projet qui comprend 1 000 nouveaux logements. La commission a également annoncé la validation de 330 nouveaux logements à Jérusalem-Est.

Tous ces nouveaux projets sont situés au-delà de la « ligne verte ».

Mettre l'administration américaine devant le fait accompli et persister dans ces vues qui constituent le principal obstacle face au moindre progrès : le vice-président Biden a eu connaissance de ces décisions, alors qu'il s'exprimait devant les représentants des Fédérations juives d'Amérique du nord, réunis à la Nouvelle-Orléans. Et à l'heure où le premier ministre Netanyahu prononçait son propre discours dans cette même ville, le porte-parole du département d'Etat à Washington, Philip Crowley, a tenu un point de presse au cours duquel il s'en est vivement pris à la décision israélienne. « Nous avons été profondément déçus de la promotion et de la planification de nouveaux logements à Jérusalem-Est. C'est un acte qui sape la confiance et rend encore plus difficile l'avancée des pourparlers. Très machiavélique, l'establishment israélien a tenté de convaincre que Netanyahu n'était pas, peut-être, au courant de cette mesure et les Américains se sont fait plus ou moins prendre. Il est possible que quelqu'un en Israël ait voulu mettre le premier ministre dans l'embarras et nuire au processus (de paix) », a souligné Crowley. Une déclaration peu convaincante qu'il fait suivre de cette phrase exprimant une sorte de fatalisme : « C'est précisément pour cela que nous encourageons les parties à reprendre les pourparlers directs et à surmonter ces problèmes en discutant face à face ». Le vice-président Biden a, lui, affirmé ne pas comprendre « ce que veut Netanyahu ».

Lors d'une rencontre avec des dirigeants d'organisations juives, il a déclaré : « Je ne sais vraiment pas dans quelle mesure Netanyahu est sérieux quand il parle de paix. Nous ne savons pas ce qu'il a voulu dire quand il a affirmé être prêt à conclure un accord de paix et à payer un prix douloureux ». Biden a toutefois indiqué que le gouvernement américain et le président Obama prennent les propos de Netanyahu au pied de la lettre, et que c'est sur cette base qu'ils continuent à promouvoir le processus de paix.

Opposition aux « mesures unilatérales »

Et c'est toute une valse hésitation qui s'engage, la diplomatie américaine tentant de comprendre ce que cache le premier ministre israélien. Mais elle se laisse avoir comme d'habitude avec la colonisation qui dure. Un processus jugé illégal par le droit international et l'Onu. Et lorsque les Palestiniens tentent de réagir, ils se heurtent à une Amérique passive. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, interrogée sur l'appel des Palestiniens à l'Onu face à la colonisation juive, a réitéré l'opposition des Etats-Unis aux « mesures unilatérales » dans le dialogue israélo-palestinien. « Les négociations entre les parties sont le seul moyen de résoudre toutes les questions associées au conflit. (...) Nous ne soutenons les mesures unilatérales d'aucune des parties », a-t-elle déclaré lors d'un point de presse commun avec son homologue égyptien, Ahmad Aboul-Gheit. Discret sur différents aspects de cet entretien, le chef de la diplomatie égyptienne a déclaré à notre correspondant à Washington, Ezzat Ibrahim, que l'entretien avec Mme Clinton a porté sur « la voie suivie par Washington en ce qui concerne la manière de convaincre Israël de geler la colonisation et les alternatives possibles s'il n'arrive pas à réaliser ceci ». De longues discussions ont eu lieu sur cette question, a ajouté le ministre égyptien : « J'estime que les Etats-Unis doivent mettre au point leur vision intégrale d'une issue ». De toute façon, Aboul-Gheit a paru sceptique. D'une part, il a souligné que « les Etats-Unis déploient de l'effort sans parvenir à un résultat » et d'autre part, il s'est demandé « à quel point Washington est disposé à déployer plus d'efforts ? ». Il a invité Washington à agir avec le soutien du quartet international, de manière à ce que les négociations se déroulent sur la base de la création d'un Etat palestinien dans les frontières de juin 1967. Evidemment, c'est ce que réclament les Palestiniens et ce que rejettent les Israéliens, sans que les Etats-Unis ne réagissent. Ainsi, le président palestinien, Mahmoud Abbas, en a appelé mercredi dernier au Conseil de sécurité de l'Onu, face à la poursuite de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, où Israël affirme vouloir continuer à construire sans restriction.

Accent sur la question iranienne

Abbass a donné instruction au représentant palestinien aux Nations-Unies de réclamer une réunion d'urgence du Conseil de sécurité sur la colonisation « rampante à Jérusalem et en Cisjordanie », a déclaré à l'AFP son porte-parole, Nabil Abou-Roudeina. Alors pour trouver un autre échappatoire, Netanyahu met l'accent sur la question iranienne. Il affirme ainsi aux Américains que « la seule manière de s'assurer que l'Iran ne deviendra pas une puissance nucléaire est de créer une menace crédible d'action militaire à son encontre s'il continue d'avancer vers l'arme nucléaire ». Louvoyer, c'est la doctrine d'un Netanyahu peu enclin à la paix. Un petit rappel de ses idées et de sa carrière le confirme. En 1996, il est élu premier ministre. Opposé à l'origine aux Accords d'Oslo, il les considérera pour autant comme « un fait accompli » dès le début de son mandat, à l'exception de la négociation du statut de Jérusalem qui était pourtant prévu dans les engagements. D'obédience maximaliste sur le plan territorial, il a eu pour objectif de maintenir un contrôle sur la « Judée-Samarie » (Cisjordanie) en favorisant la construction de nouvelles implantations israéliennes sur ce territoire.

Opposé à la création d'un Etat palestinien, il était favorable à un statut d'autonomie étendu, tel que déjà prévu dans les Accords d'Oslo.

Ces différentes positions ont marqué un tournant majeur par rapport à la politique menée jadis par les Travailleurs et ont fait l'objet d'une dégradation des relations avec l'Autorité palestinienne qui soulignait ses efforts pour geler le dialogue pour la paix. Au niveau des relations avec la Maison Blanche et l'Union européenne, les positions de Benyamin Netanyahu à l'égard de l'Autorité palestinienne ont souvent été critiquées. Dès 1996, la communauté internationale s'émeut des blocages récurrents des territoires palestiniens qui minent le processus de paix et les petites avancées. Jusqu'en 1999, et au retour au pouvoir des Travailleurs sous la houlette d'Ehud Barak, ces relations seront assez conflictuelles. Il mène ensuite la campagne du Likoud lors des élections législatives de 2009. En obtenant 27 sièges sur les 120 de la Knesset, il est cependant devancé d'un seul siège par Kadima. Néanmoins, le président Shimon Pérès le charge de former un nouveau gouvernement, Tzipi Livni ayant annoncé son intention de rester dans l'opposition.

S'il forme un gouvernement ancré à droite, il parvient également à convaincre les Travailleurs d'Ehud Barak de rejoindre sa coalition. Le 1er avril 2009, le lendemain de l'investiture de son gouvernement par la Knesset et jour de sa prise de fonction en tant que premier ministre, un sondage démontre que 54 % des Israéliens s'affirment mécontents de ce gouvernement, contre seulement 30 % qui pensent le contraire.

Il n'empêche que le 6 juillet 2009, Benyamin Netanyahu, dans un entretien avec le ministre des Affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier, confie que le retrait des colonies israéliennes de Cisjordanie, demandé par les Palestiniens, conduirait à rendre ce territoire « Judenrein », qualificatif historiquement utilisé par les Nazis pour parler des territoires dont ils avaient expulsé la population juive. A cette position, s'ajoute le massacre de Gaza de décembre 2009 à janvier 2010. Tout témoigne d'un ultra-sionisme évident qui rend difficile, sinon impossible, de considérer Netanyahu comme un partenaire valable. D'ailleurs, à peine de retour à Tel-Aviv après sa visite aux Etats-Unis, il a poursuivi les mêmes manœuvres. « Les Etats-Unis et Israël doivent négocier et compléter un accord sur une alliance sécuritaire et politique américaine renforcée, en échange d'un nouveau gel de la colonisation juive en Cisjordanie », a-t-il dit. Et les Américains auraient demandé à Israël un nouveau gel limité de la colonisation de 90 jours en Cisjordanie, mais pas à Jérusalem-Est, en échange d'une généreuse enveloppe de mesures de soutien politique et militaire.

Ahmed Louffi

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2010/11/17/doss1.htm>

1-2 Aliaa Al-Korachi : Processus de paix. Israël maintient son défi à la paix et rejette le moindre gel de la colonisation.

L'objectif est clair : se débarrasser purement et simplement des Palestiniens. Coloniser pour « déPalestiniser » « L'ère du gel des colonies est révolue ... », dit d'un ton très sec Avigdor Lieberman, ministre israélien des Affaires étrangères. « Nous n'accepterons aucun moratoire, pas même pour trois mois, pas même pour deux mois, pas même pour un seul jour.

Pour nous, cette expérience est terminée », ajoute Lieberman. On le sait, c'est l'extrême droite, l'ultra-sioniste. Ses déclarations représentent toujours des provocations à l'encontre du monde entier. Un défi face aux critiques qui viennent de tous les coins du monde, suite à l'annonce du lancement d'un nouveau projet de construction de 1 300 logements à Jérusalem-Est.

Des projets de colonies qui se suivent inlassablement à l'heure où tous les responsables, y compris aux Etats-Unis, soulignent que la question de la colonisation bloque la poursuite des négociations entre Israéliens et Palestiniens.

Les déclarations des Israéliens se suivent, gardant le même ton de défi et d'insistance. Un communiqué a été ainsi publié par le bureau du gouvernement israélien qui rejette toute critique des projets de construction dans les quartiers de colonisation à Jérusalem-Est, réaffirmant que l'ensemble de la Ville Sainte était la « capitale d'Israël ». « Jérusalem n'est pas une colonie, Jérusalem est la capitale de l'Etat d'Israël », indique le bureau. « Israël n'a jamais accepté aucune limitation à la construction à Jérusalem où vivent 800 000 résidents, y compris lors des dix mois du moratoire sur la construction en Judée-Samarie (Cisjordanie) », poursuit le texte, en référence au gel partiel de la construction dans les colonies de Cisjordanie, arrivé à échéance le 26 septembre. Le texte précise qu'« Israël ne voit aucune connexion entre le processus de paix et la politique de planification et de construction à Jérusalem, qui n'a pas changé depuis 40 ans ».

Par cette poursuite acharnée de constructions illégales, on voit mal comment Israël pourrait convaincre de sa volonté de faire

la paix, notamment face à son allié américain. Et bien que Barack Obama ait déclaré, en Indonésie, être « profondément déçu » de cette initiative, le communiqué final de la rencontre Netanyahu-Clinton, qui a eu lieu jeudi dernier, a évité d'aborder directement la question de la colonisation juive. L'entretien fut qualifié par les deux parties de « productif et amical ». Mettre l'administration américaine dans l'embarras n'est pas une chose nouvelle pour l'Etat hébreu. En mars, en pleine visite du vice-président américain Joe Biden à Jérusalem, le ministère de l'Intérieur avait annoncé un projet de construction de 1 600 logements pour les juifs dans la partie orientale de Jérusalem. Cette initiative avait été considérée par les Etats-Unis comme une « gifle ». Mais il semble que ceci n'affectera pas les relations israélo-américaines. Benyamin Netanyahu assure que « les différends avec les Etats-Unis sur la question de Jérusalem sont notoires. Nous espérons les surmonter et faire avancer les pourparlers diplomatiques ».

Selon Ossama Mégahed, politologue, les calculs de l'Etat hébreu sont que, plus les colonies augmentent, plus Israël détient plus de moyens de pression. « Il ne faut pas aussi oublier que la colonisation est une affaire doctrinale pour Israël. C'est un pays de nature colonisateur dont le seul objectif est d'expulser les habitants originaux », ajoute-t-il.

La dépaletinisation de Jérusalem-Est

Par cette colonisation accélérée dans la partie arabe de la ville de Jérusalem-Est, la population palestinienne locale vit une crise continue de logement. Jérusalem-Est recouvre un territoire de 70,5 km² conquis par Israël lors de la guerre des Six jours en 1967, puis unilatéralement annexé par l'Etat hébreu, qui l'a placé dans les limites municipales de Jérusalem. Depuis, les autorités israéliennes revendiquent l'intégralité de la ville comme leur capitale unifiée. De leur côté, les Palestiniens n'ont cessé d'exiger l'application des résolutions 242 et 338 des Nations-Unies prévoyant la restitution par Israël des territoires occupés lors de la guerre, y compris Jérusalem-Est. Quelque 270 000 Palestiniens vivent à Jérusalem-Est, où environ 200 000 Israéliens sont installés dans une douzaine de nouveaux quartiers. Parmi les facteurs qui alimentent cette pénurie de logements : un défaut de planification urbaine, une répartition inégale du budget municipal entre quartiers juifs et arabes et des règles de construction plus restrictives pour ces derniers.

La procédure pour obtenir un permis est non seulement coûteuse, mais longue aussi et presque la moitié des fois infructueuse. Alors que des tours s'élèvent à Jérusalem-Ouest, les immeubles construits dans les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est n'ont pas le droit de dépasser les six étages.

Le principe qui guide, pour cette ville, la colonisation est clair : « créer une continuité territoriale juive qui brise la continuité territoriale arabe ». C'est une citation de l'ancien maire de la colonie de Karnei Shomron, qui entend « garantir que la population juive de Yesha ne vive pas derrière des barbelés, mais dans une continuité de présence juive. Si l'on prend, par exemple, la région qui se trouve entre Jérusalem et Ofra, et qu'on y ajoute une zone industrielle à l'entrée de la colonie d'Adam et une station d'essence à l'entrée de Psagot, alors, nous avons un axe de continuité israélien » .

Aliaa Al-Korachi

Al-Ahram/hebd

17-10

www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9683

1-3 La paix, le dernier souci d'Israël ...

Tout prouve qu'" Israël n'est nullement sérieux envers le processus de paix au Moyen-Orient", a déclaré le président syrien, au cours de la réunion des membres de la direction centrale du Front central progressif (coalition au pouvoir).

" Les responsables sionistes, a affirmé Bachar Assad, ont prouvé ces deux dernières décennies que leurs propos sur la paix ne sont que de manœuvre politique". Selon lui, la Syrie ne veut que restituer ses territoires occupés conformément aux droits et aux intérêts du peuple, tandis qu'Israël agit uniquement dans le sens de sa politique expansionniste et ce qui met en évidence qu'il ne veut pas la paix. Parrainés par les Etats-Unis, les pourparlers de paix ont eu lieu pour la première fois le 31 octobre 1991, avec pour objectif de persuader Israël de retirer les territoires arabes occupés en 1967. Mais ce dernier n'avait qu'à faire de la paix dont il ne tenait même pas aux résultats. C'est pourquoi la Syrie avait préféré en 2000 se retirer des soi-disant négociations directes arabo-israéliennes. Après un répit de 8 ans, elle a consenti en 2008 le dialogue indirect avec Israël avec la médiation de la Turquie ; or le dialogue indirect a échoué après 4 rounds, devenue impossible après la désignation de Benjamin Netanyahu, à la primature. Depuis, Israël s'efforce de convaincre la Syrie de retourner à la case de départ et de relancer les prétendues négociations de paix. Les responsables sionistes exigent proprement dit des autorités syriennes de passer à côté du résultat des discussions, effectuées dans les années 1990, discussions qui s'axaient sur le retrait des occupants israéliens des hauteurs du Golan. C'est la raison pour laquelle le président syrien insiste sur les mêmes principes, évoqués dans les pourparlers de paix dans les années 1990. Israël n'a toujours été fidèle qu'à une chose : sa politique de tuer temps pour arriver à ses propres fins. Ce qui explique le constat du président Bachar Assad affirmant qu'Israël ne souhaite nullement la paix.

20/10/2010

<http://french.irib.ir>

1-4 Aliaa Al-Korachi : Coloniser pour « dépaletiniser » !!!

Processus de paix. Israël maintient son défi à la paix et rejette le moindre gel de la colonisation. L'objectif est clair : se débarrasser purement et simplement des Palestiniens. « L'ère du gel des colonies est révolue ... », dit d'un ton très sec Avigdor Lieberman, ministre israélien des Affaires étrangères. « Nous n'accepterons aucun moratoire, pas même pour trois mois, pas même pour deux mois, pas même pour un seul jour.

Pour nous, cette expérience est terminée », ajoute Lieberman. On le sait, c'est l'extrême droite, l'ultra-sioniste. Ses déclarations représentent toujours des provocations à l'encontre du monde entier. Un défi face aux critiques qui viennent de tous les coins du monde, suite à l'annonce du lancement d'un nouveau projet de construction de 1 300 logements à Jérusalem-Est. Des projets de colonies qui se suivent inlassablement à l'heure où tous les responsables, y compris aux Etats-Unis, soulignent que la question de la colonisation bloque la poursuite des négociations entre Israéliens et Palestiniens.

Les déclarations des Israéliens se suivent, gardant le même ton de défi et d'insistance. Un communiqué a été ainsi publié par le bureau du gouvernement israélien qui rejette toute critique des projets de construction dans les quartiers de colonisation à Jérusalem-Est, réaffirmant que l'ensemble de la Ville Sainte était la « capitale d'Israël ». « Jérusalem n'est pas une colonie, Jérusalem est la capitale de l'Etat d'Israël », indique le bureau. « Israël n'a jamais accepté aucune limitation à la construction à Jérusalem où vivent 800 000 résidents, y compris lors des dix mois du moratoire sur la construction en Judée-Samarie (Cisjordanie) », poursuit le texte, en référence au gel partiel de la construction dans les colonies de Cisjordanie, arrivé à échéance le 26 septembre. Le texte précise qu'« Israël ne voit aucune connexion entre le processus de paix et la politique de planification et de construction à Jérusalem, qui n'a pas changé depuis 40 ans ».

Par cette poursuite acharnée de constructions illégales, on voit mal comment Israël pourrait convaincre de sa volonté de faire la paix, notamment face à son allié américain. Et bien que Barack Obama ait déclaré, en Indonésie, être « profondément déçu » de cette initiative, le communiqué final de la rencontre Netanyahu-Clinton, qui a eu lieu jeudi dernier, a évité d'aborder directement la question de la colonisation juive. L'entretien fut qualifié par les deux parties de « productif et amical ».

Mettre l'administration américaine dans l'embarras n'est pas une chose nouvelle pour l'Etat hébreu. En mars, en pleine visite du vice-président américain Joe Biden à Jérusalem, le ministère de l'Intérieur avait annoncé un projet de construction de 1 600 logements pour les juifs dans la partie orientale de Jérusalem. Cette initiative avait été considérée par les Etats-Unis comme une « gifle ». Mais il semble que ceci n'affectera pas les relations israélo-américaines. Benyamin Netanyahu assure que « les différends avec les Etats-Unis sur la question de Jérusalem sont notoires. Nous espérons les surmonter et faire avancer les pourparlers diplomatiques ».

Selon Ossama Mégahed, politologue, les calculs de l'Etat hébreu sont que, plus les colonies augmentent, plus Israël détient plus de moyens de pression. « Il ne faut pas aussi oublier que la colonisation est une affaire doctrinale pour Israël. C'est un pays de nature colonisateur dont le seul objectif est d'expulser les habitants originaux », ajoute-t-il

La dépaletinisation de Jérusalem-Est

Par cette colonisation accélérée dans la partie arabe de la ville de Jérusalem-Est, la population palestinienne locale vit une crise continuelle de logement. Jérusalem-Est recouvre un territoire de 70,5 km² conquis par Israël lors de la guerre des Six jours en 1967, puis unilatéralement annexé par l'Etat hébreu, qui l'a placé dans les limites municipales de Jérusalem. Depuis, les autorités israéliennes revendiquent l'intégralité de la ville comme leur capitale unifiée. De leur côté, les Palestiniens n'ont cessé d'exiger l'application des résolutions 242 et 338 des Nations-Unies prévoyant la restitution par Israël des territoires occupés lors de la guerre, y compris Jérusalem-Est. Quelque 270 000 Palestiniens vivent à Jérusalem-Est, où environ 200 000 Israéliens sont installés dans une douzaine de nouveaux quartiers. Parmi les facteurs qui alimentent cette pénurie de logements : un défaut de planification urbaine, une répartition inégale du budget municipal entre quartiers juifs et arabes et des règles de construction plus restrictives pour ces derniers.

La procédure pour obtenir un permis est non seulement coûteuse, mais longue aussi et presque la moitié des fois infructueuse.

Alors que des tours s'élèvent à Jérusalem-Ouest, les immeubles construits dans les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est n'ont pas le droit de dépasser les six étages.

Le principe qui guide, pour cette ville, la colonisation est clair : « créer une continuité territoriale juive qui brise la continuité territoriale arabe ». C'est une citation de l'ancien maire de la colonie de Karnei Shomron, qui entend « garantir que la population juive de Yesha ne vive pas derrière des barbelés, mais dans une continuité de présence juive. Si l'on prend, par exemple, la région qui se trouve entre Jérusalem et Ofra, et qu'on y ajoute une zone industrielle à l'entrée de la colonie d'Adam et une station d'essence à l'entrée de Psagot, alors, nous avons un axe de continuité israélien ».

Aliaa Al-Korachi

Mercredi 17 novembre 2010

Source : Al-Ahram Hebdo

<http://hebdo.ahram.org/...>

1-5 Samar Al-Gamal : Il y a six ans, disparaissait Yasser Arafat, leader de la révolution palestinienne, honni par Israël.

Mais depuis sa mort, aucun progrès n'a été réalisé dans le processus de paix.

Ils ont fait tomber le rameau d'olivier

« Un jour, ils regretteront Arafat », disait le premier ministre palestinien Ahmad Qoreï, peu avant la mort d'Abou-Ammar. Isolé dans sa Mouqataa, à Ramallah, pendant plus de deux ans, le président palestinien s'appêtait à rendre le dernier souffle dans un hôpital militaire à Paris. Cela fait aujourd'hui six ans et les Israéliens « se bercent d'illusions s'ils croient que leurs visées se réaliseront dans l'après-Arafat », avait encore déclaré Qoreï. Le constat de Qoreï s'avère vrai. Un constat qui prouve, malheureusement, que c'est uniquement sous Arafat que d'énormes avancées ont pu être réalisées dans le processus de paix, et depuis la disparition de cet homme « lutteur infatigable » en faveur d'un parcours politique, rien n'a été réalisé. Le conflit demeure interchangeable. L'occupation et la colonisation israéliennes des territoires palestiniens sont toujours là. Les Israéliens, soutenus à l'époque par un W. Bush hostile aux Palestiniens et à leur raïs, décident de mettre le leader palestinien sur le banc de touche, parce que simplement ils ne voient pas en lui « un partenaire » à la paix.

« J'espère qu'ils m'entendront, ceux qui croient en la paix, s'ils existent », dit le successeur d'Abou-Ammar, cherchant par ses mots un « partenaire » à la paix dans l'autre camp. Mahmoud Abbass, fatigué par l'intransigeance israélienne, ne trouve plus d'alternative que de se placer résolument dans les pas de son prédécesseur et lance un appel aux Israéliens, les exhortant à ne pas gaspiller les occasions de paix. « Je me tourne maintenant vers les Israéliens », a-t-il dit.

« Faire la paix est plus important que les colonies », lance le leader palestinien, devant plusieurs milliers de partisans, lors d'un rassemblement en Cisjordanie, marquant le sixième anniversaire de la mort d'Arafat.

Il reprend à son compte un programme façonné il y a une vingtaine d'années, réaffirmant son engagement à parvenir à un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem comme capitale, à faire respecter le droit au retour des réfugiés et à libérer tous les prisonniers palestiniens incarcérés en Israël. « La ville arabe de Jérusalem fait partie intégrante des territoires occupés en 1967 », dit-il encore, ne cachant plus les coups d'épées qu'il reçoit depuis le décès de l'homme qui a incarné toute la Palestine.

Les négociations israélo-palestiniennes ont été relancées en septembre sous l'égide de Washington, pour achopper un mois plus tard quand Israël a repris la construction de nouvelles colonies pour des juifs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Désespoir ou frustration, Abou-Mazen rappelle au président américain Barack Obama son engagement en faveur d'un « Etat de Palestine

indépendant, vivant en paix avec Israël ».

« Nous considérons cette déclaration comme un engagement du président Obama, pas comme un slogan, et nous espérons que l'année prochaine, il ne nous dira pas : excusez-nous, nous ne pouvons pas », martèle-t-il, en menaçant de recourir à l'Onu et son Conseil de sécurité. Cela rappelle une scène de 1974, Arafat prend la parole devant l'Assemblée générale de l'Onu. Un discours historique : « Je viens à vous avec un rameau d'olivier dans la main gauche et une mitraillette dans la droite. Ne faites pas tomber le rameau d'olivier ».

Une position d'hier et d'aujourd'hui qui en dit long sur une volonté, jamais satisfaite, de parvenir à une paix avec Israël. Le processus de paix paraît déjà au bord de l'effondrement, après le refus d'Israël de prolonger un gel de la colonisation en Cisjordanie occupée. « Il ne faut pas se bercer d'illusions sur le fait que la paix et la sécurité viendront facilement », faisant penser au « dicton » de Qoreï sur l'après-Arafat.

Et pour revivre le « durant-Arafat », le gouvernement palestinien a approuvé un budget d'un million et demi de dollars, pour la construction d'un musée à la mémoire du dirigeant historique de la Palestine.

Samar Al-Gamal

<http://hebdo.ahram.org/egypt/ahram/2010/11/17/doss2.htm>

1-6 Michael Khaled : Le système montre son vrai visage.

Les récents titres et éditoriaux ont sonné l'alarme sur une nouvelle mesure israélienne qui exige que les immigrants non juifs en Israël prêterent un serment d'allégeance à un Etat « juif et démocratique. » Les

commentateurs et spécialistes du monde entier qualifient la décision de fasciste et certains vont même jusqu'à la comparer aux lois racistes prises en Europe et qui ont conduit à l'holocauste. En Israël, les sionistes « libéraux » la considèrent comme un tournant qui marque le début de l'inexorable éloignement d'Israël d'un régime politique démocratique. Bien que cette dernière mesure soit l'expression la plus flagrante de la politique discriminatoire de la Knesset, elle est loin d'être la première.

Michael Khaled

Michael Khaled travaille au service Média et Information de l'Initiative palestinienne pour la promotion du dialogue mondial et la démocratie (MIFTAH).

"Je suis née à Austin, Texas. Israël me paierait pour que j'aie m'installer sur SA terre parce que je suis juive." "Je suis né en Palestine. Je ne peux pas revenir sur ma terre parce que je ne suis pas juif."

Hier, j'ai passé l'après-midi à me baguenauder à travers le labyrinthe démocratique agencé par le ministre de l'intérieur israélien. Balloté de bureau en bureau, d'immeuble en immeuble, par un jour d'octobre particulièrement chaud, des employés, les uns après les autres, m'ont dit que j'étais au mauvais endroit et que je devais aller voir quelqu'un d'autre. Mais l'aspect le plus alarmant de tout le processus fut de remplir la demande elle-même avant que j'arrive.

J'ai d'abord été surpris de voir, sur la première page, un champ où je devais indiquer ma religion. Venant des Etats-Unis, où la religion est à juste titre considérée comme un sujet personnel ne pouvant faire l'objet d'un examen par le gouvernement, j'ai sérieusement envisagé d'écrire « aucune » ou de laisser le champ en blanc. Dans un pays qui se proclame la seule démocratie libérale du Moyen Orient, cette question est un soufflet aux principes d'égalité et de libéralisme.

Indiquer sa religion peut ne pas être aussi inquiétant que ça, mais que les candidats doivent la signer implique qu'ils font une déclaration religieuse. J'ai dû jurer que je n'avais commis « aucune infraction pénale ou aucun acte dirigé contre le peuple juif. » Ce qui fait spécifiquement référence à la seule partie de la société israélienne que le programme sioniste considère comme légitime : les Juifs. Peu importe aux fonctionnaires qui décideront d'approuver ou non ma demande que j'ai fait quoi que ce soit qui nuise au cinquième des citoyens d'Israël, les Palestiniens.

Il est certain que le gouvernement israélien a glissé encore davantage vers la droite et a accéléré sa descente vers l'autoritarisme avec l'élection du Premier ministre Benjamin Netanyahu et son acolyte ultranationaliste Avigdor Lieberman, qui a été le fer de lance de la campagne pour le nouveau serment de loyauté pour les immigrants. De telles exigences mettent une nation – que vous la définissiez comme raciale, culturelle, ethnique ou religieuse – au-dessus de toutes les autres, ce qui est l'antithèse de la démocratie dans un Etat binational.

Les lois qui étayent ce système ont toujours été masquées par un voile de légitimité, en prétendant hypocritement protéger l'égalité, promouvoir la justice sociale ou répondre aux préoccupations sécuritaires toujours présentes. Une loi de 2003 prise par le gouvernement d'Ariel Sharon empêche les Palestiniens ayant une carte d'identité israélienne et qui ont épousé un(e) Palestinien(ne) des Territoires occupés d'emmener leur conjoint vivre avec eux. En 2007, sous le gouvernement Olmert prétendument centriste, la Knesset a voté pour permettre au Fonds National Juif semi-gouvernemental de discriminer sur la race lorsqu'il décide de louer des terres à des non-Juifs.

Il fut un temps où les dirigeants israéliens pouvaient pointer les garanties de l'égalité des droits dans les lois fondamentales d'Israël qui sont censées empêcher la discrimination fondée sur la race ou l'identité nationale, mais maintenant la lettre de la loi devient tout aussi discriminatoire que la pratique.

D'un côté c'est un affichage dégoûtant d'hypocrisie et de racisme, mais d'un autre côté, au moins maintenant la subtilité et la nuance disparaissent. Le monde entier peut maintenant voir la discrimination, la citer et la dénoncer.

La visibilité croissante du système raciste d'Israël est en train de réveiller l'activisme international parmi les citoyens avec un mouvement croissant de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), et même une poignée de gouvernements expriment de plus en plus leur mécontentement, comme le Royaume-Uni, la Turquie et l'Espagne, qui se sont retirés de la conférence sur le tourisme que l'OCDE organise du 20 au 22 octobre à Jérusalem.

Pourtant, ces efforts ne sont guère plus qu'un léger inconvénient quand il s'agit de la position internationale d'Israël. L'inertie du statu quo international exige non seulement un mouvement des acteurs en Europe ou du camp de la paix international, mais des allées du pouvoir au centre de tout cela : Washington D.C. Bien qu'il y ait peu d'espoir que les choses changent dans un avenir proche, les

conversations de la rue se transforment, les gens n'ont plus guère peur de critiquer ouvertement Israël, les campus étudiants abritent de plus en plus d'activistes contre l'occupation israélienne et, parmi les Etats-Uniens juifs, le soutien aveugle laisse la place à une vision plus nuancée d'Israël, en particulier chez les jeunes Juifs qui voient les pratiques sur les droits de l'homme de l'Etat juif et qui se demandent comment Israël peut les représenter en tant que Juifs.

Michael Khaled

Michael Khaled travaille au service Média et Information de l'Initiative palestinienne pour la promotion du dialogue mondial et la démocratie (MIFTAH).

Par Michael Khaled > mid@miftah.org

Mardi 19 Octobre 2010

Source : [Uruknet](#)

Traduction : MR pour ISM

<http://www.futurquantique.org/?p=13125>

2 Annexe

1 Boycott

2-1-1 Ronnie Kasrils : Des Africains de renom, dont Desmond Tutu, soutiennent le mouvement de boycott des institutions israéliennes.

En 1958, le Chef Albert Luthuli, un activiste des droits humains, a demandé à la communauté internationale de soutenir le boycott contre l'apartheid en Afrique du Sud. Il a reçu un soutien massif qui a contribué de manière significative à la fin de l'apartheid. Outre le boycott des activités sportives, l'action des écrivains, des artistes et celles des ouvriers qui empêchaient les produits provenant d'Afrique du Sud d'entrer sur leurs marchés locaux et la pression constante sur les gouvernements pour qu'ils retirent leur appui au régime d'apartheid, il faut aussi tenir compte du rôle important joué par les milieux universitaires.

Un geste significatif a été la décision prise par cent cinquante professeurs irlandais, de ne pas accepter de postes dans une Afrique du Sud pro apartheid. En 1971, le Collège Trinity de Dublin a pris la décision de ne plus posséder d'actions dans des compagnies qui font du commerce ou dont les sous-traitants transigent avec l'Afrique du Sud. Le conseil du Collège a plus tard décidé de rompre tout lien institutionnel avec les institutions universitaires d'Afrique du Sud et des institutions de cet État.

Quelque quatre décennies plus tard, la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions reprend en Afrique du Sud, mais cette fois contre l'apartheid israélien. Au début de septembre, plus de cent professeurs sud-africains, de plus de treize universités, s'engagèrent à soutenir la campagne lancée par l'université de Johannesburg pour que cesse toute collaboration avec l'occupation israélienne. Ce nombre est maintenant de plus de deux cent personnes. Une pétition nationale des universitaires qui demandent la fin d'un accord entre l'Université de Johannesburg et l'Université israélienne Ben-Gurion du Negev a beaucoup attiré l'attention. L'appui récent apporté par quelques-unes des voix les plus importantes en Afrique du Sud, telles que celui de Desmond Tutu, Kader Asmal, Breyten Breytenbach, John Dugard, Antjie Krog, Mahmood Mandani et Barney Pityana, confirme la force de cet appel au boycott en Afrique du Sud.

Adapté de « South Africa's Israel boycott », écrit par Ronnie Kasrils et publié le 29 septembre 2010 par The Guardian
<http://www.fischer02003.over-blog.com/article-desmond-tutu-pour-le-boycott-d-israel-60986652.html>
<http://www.convergencedesluttes.fr/index.php?post/2010/11/14/DESMOND-TUTU-POUR-LE-BOYCOTT-D-ISRAEL>

2-1-2 13 universités sud-africaines boycottent Israël pour son racisme .

Plus de 200 académiciens de 13 universités de l'Afrique du Sud ont exprimé leur appui à l'initiative de l'Université de Johannesburg de boycotter la coopération avec Israël, selon le web site Ressalat Net. Ces académiciens ont signé un communiqué appelant à l'arrêt de l'accord de coopération entre l'Université de Johannesburg et l'Université israélienne Ben Gourion. Selon le communiqué, l'Université Ben Gourion soutient directement et indirectement, les agressions israéliennes contre les Palestiniens en octroyant des bourses et des privilèges financiers attractifs aux étudiants israéliens qui rendent services aux unités combattantes actives à l'armée israélienne. Le boycottage intervient au moment où le Centre des recherches des sciences humanitaires en Afrique du Sud publie un rapport juridique basé sur la situation et les pratiques israéliennes contre les Palestiniens. Peu avant, l'Université Johannesburg a rendu public un communiqué à l'initiative du Prix Nobel de la paix, l'archevêque Desmond Tutu, dans lequel le Sénat de l'Université de Johannesburg a fixé un ultimatum de six mois à l'Université Ben Gourion pour mettre fin à sa collaboration avec l'armée usurpatrice israélienne. Le communiqué, paraphé par plus de 200 académiciens, demande à l'Université Ben Gourion de collaborer avec les chercheurs palestiniens dans leurs projets de recherche.

08/11

<http://www.almanar.com.lb>

2-1-3 Alain Gresh, Point de vue : Boycott d'Israël, un appel indigne.

Dans le quotidien *Le Monde* daté du 2 novembre, une trentaine de personnalités signent un appel intitulé « [Le boycott d'Israël est une arme indigne](#) ».

Il commence ainsi :

« Une entreprise commence à faire parler d'elle en France, consistant à promouvoir un embargo d'Israël tant dans l'ordre économique que dans celui des échanges universitaires ou culturels. Ses initiateurs, regroupés dans un collectif intitulé *Boycott, désinvestissement, sanctions*, ne s'embarrassent pas de détails. Au vu de leur charte, tout ce qui est israélien serait coupable, ce qui donne l'impression que c'est le mot même d'Israël que l'on souhaite, en fait, rayer des esprits et des cartes. »

« L'illégalité de la démarche ne fait pas de doute et la justice française ne tardera pas à la confirmer. »

Les signataires font référence à des condamnations prononcées par des tribunaux français sur injonction politique (« [Quand la France laisse entrer les produits des colonies et poursuit ceux qui s'y opposent](#) »), contre des militants appelant au boycott.

Mais, ce qu'ils oublient de dire c'est que, même d'un point de vue purement juridique, il est parfaitement légal d'appeler au désinvestissement et aux sanctions contre un Etat. Le seul point de litige est celui que soulignait Willy Jackson dans un article du *Monde diplomatique* (septembre 2009), « [Israël est-il menacé par une campagne de désinvestissement ?](#) » :

« S'il fait appel à la liberté de chacun de consommer ou de ne pas consommer, le boycott peut contrevenir à certaines dispositions légales lorsqu'il se transforme en incitation à une action collective. En France, par exemple, l'article 225 alinéa 2 du code pénal modifié par la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité dispose que toute discrimination qui consiste « à entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque » est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Ainsi, autant chacun peut librement choisir ce qu'il achète et l'afficher publiquement comme attitude individuelle, autant le fait d'appeler au boycott pourrait tomber sous le coup de cet article. »

Mais même sur ce point, deux remarques s'imposent :

D'abord qu'une grande partie des produits israéliens qui entrent en France comportent une composante qui implique une activité économique dans les colonies de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Et que c'est en en permettant l'accès libre de ces produits que le gouvernement français viole le droit international. La Cour de justice de l'Union européenne a adopté le 25 février 2010 une résolution stipulant que les produits originaires de Cisjordanie ne peuvent bénéficier du régime douanier préférentiel de l'accord CE-Israël. Quelles mesures les signataires de cet appel préconisent-ils pour arrêter ce scandale ?

la question que pose le boycott est celle de l'impunité. Comment ne pas comprendre l'indignation devant une occupation qui se poursuit depuis plus de 40 ans sans aucune mesure prise par la communauté internationale contre cette violation du droit international ?

Et s'il n'y avait pas eu la flottille de Gaza, le blocus de ce territoire se serait-il (légèrement) assoupli ? Si la société civile n'était pas intervenue, Gaza vivrait encore sous le même blocus (pourtant condamné du bout des lèvres par les Etats-Unis, l'Union européenne, et sans doute la majorité des signataires de ce texte). Les porteurs de valise, qui aidaient le Front de libération nationale algérien violaient la loi, comme la violaient ces Américains qui refusaient de partir au Vietnam.

Les signataires [1] poursuivent :

« Mais la justice sera bien en peine de sanctionner ce qui est essentiel dans cette affaire. C'est pourquoi, nous, associations, citoyens de tous bords, acteurs de la vie de notre pays, tous également attachés à la paix au Moyen-Orient et, donc, à l'avènement d'un Etat palestinien viable et démocratique aux côtés d'Israël, nous sommes convaincus que les boycotteurs se trompent de combat en prenant le parti de la censure plutôt que celui de la paix, celui de la séparation plutôt que celui de la possible et nécessaire coexistence - celui, en un mot, de la haine et non de la parole et de la vie partagées. »

Qui est aujourd'hui, en parole au moins, contre la création d'un Etat palestinien ? Même le président George W. Bush et Benjamin Netanyahu s'y sont ralliés en paroles. Et alors ? Le refus de considérer que l'on a d'un côté un occupant et de l'autre un peuple occupé, d'un côté un Etat puissant de l'autre une Autorité impuissante, fausse toute possibilité de solution. Il est significatif que ce texte sur la nécessaire coexistence soit publié alors même que le gouvernement israélien cherche à faire adopter un texte pour empêcher les Palestiniens citoyens d'Israël de pouvoir habiter dans des quartiers juifs (lire le texte de Zvi Bar'el, « [South Africa is already here](#) », *Haaretz*, 31 octobre 2010)

« La possibilité de critiquer, même de manière vive, le gouvernement israélien concernant sa politique vis-à-vis des Palestiniens n'est pas ici en cause. Peu de gouvernements sont autant sévèrement jugés, y compris par certains d'entre nous. Mais la critique n'a rien à voir avec le rejet, le déni, et, finalement, la délégitimation. Et rien ne saurait autoriser que l'on applique à la démocratie israélienne un type de traitement qui n'est réservé aujourd'hui à aucune autre nation au monde, fût-elle une abominable dictature. »

Critiquer Israël ? Finkelkraut, Encel et Lévy critiques du gouvernement israélien ? On croit rêver. En pleine guerre de Gaza, ils justifiaient les crimes commis par l'armée israélienne et, encore plus révoltant, Bernard-Henri Lévy pénétrait dans Gaza [assis sur la tourelle d'un char israélien](#). Quant aux signataires membres du Parti socialiste, faut-il rappeler que leur parti est lié au Parti travailliste, qui a mené les guerres au Liban et à Gaza et qui, aujourd'hui, aux côtés d'Avigdor Lieberman, participent au gouvernement de Benjamin Netanyahu ? et que leur parti est resté passif durant l'invasion de Gaza ?

Certains des signataires critiquent peut-être le gouvernement israélien, mais comment cette critique se traduit-elle en actes ? Ne sont-ils pas coupables de non assistance à un peuple en danger ?

Quant à l'argument selon lequel on applique à la démocratie israélienne un traitement qui n'est réservé à aucun autre pays appelle deux remarques :

le fait qu'Israël soit démocratique (pour ses citoyens juifs seulement), ne l'empêche pas de commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. La France martyrisant l'Algérie durant la guerre d'indépendance était aussi un pays démocratique. Faut-il s'étonner que les Palestiniens ne fassent pas la différence entre une bombe démocratique et une bombe dictatoriale ?

D'autre part, il est vrai que le traitement du gouvernement israélien est sans équivalent : aucun Etat n'a violé impunément autant de résolutions du conseil de sécurité des Nations unies depuis plus de 40 ans, résolutions votées aussi bien par les Etats-Unis que l'Union européenne.

« D'autant que, de plus, la globalité du rejet et sa bêtise font que l'on emporte dans le même mouvement les forces qui, en Israël, œuvrent jour après jour au rapprochement avec les Palestiniens en sorte que les partisans du boycott sont, aussi, des saboteurs et des naufrageurs d'espérance. »

Oui, il y a des forces en Israël qui luttent avec courage, mais ce ne sont pas celles auxquelles les signataires font allusion : faut-il rappeler que non seulement le Parti travailliste mais aussi le mouvement La Paix maintenant ont justifié les guerres du Liban et celles de Gaza ?

Et le texte se poursuit :

« La paix ne se fera pas sans les Palestiniens. Mais elle ne se fera pas non plus sans les Israéliens. Et moins encore sans les intellectuels et les hommes et femmes de culture qui, quels que soient leur pays d'origine ou leur parti pris politique, travaillent à rapprocher les peuples. Céder à l'appel du boycott, rendre impossibles les échanges, infliger aux chercheurs israéliens, par exemple, ou aux écrivains on ne sait quelle punition collective, c'est abandonner toute perspective de solution politique au conflit et signifier que la négociation n'est plus dans le champ du possible. »

L'argument est repris sans cesse pour affirmer qu'on ne peut pas boycotter la culture. Rappelons d'abord que la coopération culturelle et scientifique entre Israël et l'Union européenne concerne avant tout des laboratoires et des universités qui participent directement au complexe militaire israélien. Quant à l'argument sur le boycott des livres ou du cinéma, je renvoie à la polémique autour des cinémas Utopia (« [Yann Moix et Le Figaro condamnés](#) »).

Conclusion des signataires :

« Nous n'acceptons pas cet aveu d'échec. Nous pensons que notre rôle est de proposer un chemin de dialogue. C'est pourquoi, nous, signataires, sommes résolument contre le boycott d'Israël et pour la paix - et, précisément, contre le boycott parce que nous sommes pour la paix. »

Mais de quel dialogue, de quelle paix parle-t-on ? Qui pourrait être contre la paix ? Les questions qui se posent sont pourtant simples et devraient interpellier les signataires : la paix est-elle possible avec l'occupation et la colonisation ? Comment obtenir la fin de la colonisation qu'ont poursuivie depuis 1967 tous les gouvernements israéliens sans exception ? Comment mettre fin à l'occupation ? Le mouvement de boycott-désinvestissement-sanction (BDS) représente la réponse de la société civile à l'impuissance de la communauté internationale et pose une simple question : Israël se retirera-t-il des territoires occupés s'il n'y a aucune pression, aucune sanction ? La réponse, pour tout observateur de bonne foi, est non. En ne faisant rien, les signataires sont les complices non seulement de la politique d'occupation mais aussi de la poursuite de l'impasse avec tous les risques qu'elle fait peser sur l'avenir de la région.

[1] La liste des signataires :

Yvan Attal, comédien ; Pierre Arditi, comédien ; Georges Bensoussan, historien ; Michel Boujenah, comédien ; Patrick Bruel, comédien et chanteur ; Pascal Bruckner, essayiste ; David Chemla, secrétaire général de JCALL, ; Bertrand Delanoë, maire de Paris ; Frédéric Encel, géopolitologue ; Alain Finkelkraut, philosophe ; Patrick Klugman, avocat ; François Hollande, député (PS) de Corrèze ; Georges Kiejman, avocat ; Anne Hidalgo, première adjointe au maire de Paris ; Bernard-Henri Lévy, philosophe ; Mohamed Sifaoui, essayiste ; Yann Moix, écrivain ; Bernard Murat, directeur de théâtre ; Jean-Marie Le Guen, député ; Pierre Lescure, directeur de théâtre ; Serge Moati, journaliste ; Daniel Racheline, vice-président de JCALL ; Arielle Schwab, présidente de l'UEJF ; Dominique Sopo, président de SOS-Racisme ; Gérard Unger, président de JCALL ; Manuel Valls, député-maire d'Evry ; Michel Zaoui, avocat.

On comparera cette liste à celle des personnalités qui se sont prononcées contre l'inculpation de Stéphane Hessel, Alima Boumediene-Thiery et tous ceux qui ont été mis en cause dans la campagne de boycott]. On notera, parmi elles, Michel Rocard, Laure Adler, Raymond Aubrac, Etienne Balibar, Jean Baubérot, Miguel-Angel Estrella, Eva Joly, Jean Lacouture, Noël Mamère, François Maspero, etc

Alain Gresh,

blog.mondediplo.net

2-1-4 Gabrielle Lefèvre - Tribunal Russell sur la Palestine.

Des entreprises complices de crimes de guerre, crimes contre l'humanité, coupables de pillage, de recel et de blanchiment

Lors des deux jours de session à Londres, les 20 et 21 novembre, le Tribunal Russell sur la Palestine a entendu des témoignages implacables sur les activités d'entreprises israéliennes et étrangères opérant en territoires palestiniens occupés.

Ont été décrites les fournitures d'armes, de technologies de contrôle et de surveillance par des sociétés comme Elbit, Edo ITT, G4S, apportant indéniablement une aide aux crimes de guerre commis par l'occupant israélien, notamment lors de l'opération « plomb durci » lancée contre Gaza, et une assistance technologique au contrôle et à l'enfermement des populations civiles palestiniennes en équipant les check points, les prisons.

De nombreux experts ont analysé aussi le système bancaire et financier qui soutient le processus de colonisation

illégal : prêts et investissements immobiliers, financements de commerces et de moyens de transport à la destination exclusive des Israéliens et interdits aux palestiniens. Les cas de la banque belgo-française Dexia et les activités du groupe français Veolia ont ainsi été condamnées par le tribunal. La complicité des institutions européennes, déjà condamnées lors de la session de Barcelone, a été rappelée par le financement de programmes européens de recherche technologique sur les armements profitant à Israël. Ce pays est ainsi financé, non seulement par de larges aides militaires américaines mais aussi par des financements européens, et des entreprises d'armement se vantent de produits testés sur les populations palestiniennes et libanaises lors des conflits de Gaza et du Liban.

La destruction et l'exploitation des ressources naturelles et agricoles ont été analysées par des experts dont certains, des Palestiniens, n'ont pas été autorisés par l'occupant à se rendre à Londres mais qui ont fourni leur témoignage par vidéos. Ainsi, Caterpillar dont les bulldozers détruisent non seulement des maisons de Palestiniens mais des terres et exploitations agricoles, Ahava qui exploite illégalement les ressources de la Mer Morte et produit des cosmétiques dans une colonie, Carmel Agrexco qui vend des produits agricoles dans le monde entier sous label israélien alors qu'il s'agit de ressources naturelles palestiniennes, sur des terres volées aux Palestiniens, avec de l'eau ressource précieuse interdite aux Palestiniens... Furent évoquées les conditions de travail proches de l'esclavage réservées aux Palestiniens privés de droits syndicaux et de rémunération minimale, soumis à des drastiques restrictions

de déplacement à cause du Mur de séparation et spoliés de leurs terres qu'ils ne peuvent plus cultiver.

Le verdict

Dans ses conclusions, le Tribunal affirme la complicité d'entreprises avec des violations israéliennes des lois internationales avec les colonies illégales, l'érection du mur de séparation, le blocus illégal de Gaza et les opérations militaires israéliennes contre les Palestiniens et notamment l'opération contre Gaza constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Malgré les nombreuses condamnations, Israël continue à violer ce droit avec la complicité d'entreprises.

Le tribunal a noté l'échec des Etats à faire cesser ces violations continues ce qui amène les mouvements citoyens à se tourner vers des actions de boycott, désinvestissement et sanction (BDS). Il s'agit donc de protéger ces citoyens dans leurs actions.

Quant aux entreprises mises en cause, seules trois ont présenté une défense. Les autres n'ont rien argumenté. Parmi celles-ci, le tribunal épingle G4S, Elbit Systems, Caterpillar, Cement Roadstone Holding, Dexia, Veolia Transport, Carmel Agrexco, entre autres, comme coupables de complicité avec les crimes de guerre, crimes contre l'humanité, de pillage, et ces agissements sont susceptibles de poursuites judiciaires .

Le tribunal entend donner ainsi une aide aux citoyens qui veulent faire respecter le droit international et le droit humanitaire par des actions militantes et en justice. Ses conclusions entendent offrir la garantie d'impartialité en se basant sur un cadre légal international bien précis qui est marginalisé par les Etats et les entreprises. Et fournir un cadre légal dans lequel des gouvernements, des entreprises peuvent être amenés à changer leurs politiques et agissements voire de lancer des poursuites au civil et au pénal contre eux. Cela pourrait aider les entreprises à y réfléchir à deux fois avant de poursuivre certaines activités.

Le tribunal souligne enfin que la sécurité d'Israël sera assurée lorsque les Palestiniens auront la reconnaissance de leurs droits. Stéphane Hessel insista sur le fait que la création d'Israël est la réponse à l'événement le plus horrible du siècle passé et que ce pays puisse vivre en paix et déployer ses potentialités est son souhait le plus sincère, mais il regrette de constater que cet Etat ne suit pas la bonne direction. Le souhait du Tribunal est de l'aider. Afin que cet Etat comme membre de la communauté internationale respecte ses lois, ajoute Mairead Mac Guire. Et pour que les entreprises comprennent qu'elles aussi doivent respecter ces règles afin de rétablir le droit. La prochaine session de ce tribunal aura lieu en 2011 en Afrique du Sud afin d'examiner si le crime d'apartheid est applicable à Israël.

Gabrielle Lefèvre

Mardi 23 novembre 2010

<http://www.convergencedeslutt.es/fr/index.php?post/2010/11/25/TRIBUNAL-RUSSELL-A-LONDRES>

2-1-5 Le Monde : Point de vue : Boycoter Israël, c'est lutter pour une paix juste.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

LEMONDE.FR | 17.11.

"Une arme indigne". Telle serait la nature de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS) contre Israël, d'après les signataires d'une tribune publiée dans Le Monde daté du 2 novembre. Ses auteurs n'hésitent pas à accuser les acteurs de la campagne BDS de prendre le parti de la "censure", de la "séparation" et de la "haine"... Cette lourde charge contre BDS n'est pas la première du genre, mais la longue liste des signataires lui confère une portée singulière, qui appelle commentaires et éclaircissements

Tout d'abord, les signataires du texte omettent, ou dissimulent, le caractère international de la campagne BDS, en réponse à un appel émanant de la société civile palestinienne en 2005. Cette "entreprise qui commence à faire parler d'elle en France", selon leurs termes, fait en réalité parler d'elle depuis plusieurs années aux quatre coins du monde. Du Canada à l'Australie en

passant par l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, l'Amérique latine et l'Europe, c'est un mouvement international, non-violent et populaire qui se développe. Syndicats, ONG, associations, Eglises, universités, municipalités, personnalités de renommée mondiale et simples citoyens se retrouvent pour défendre un même objectif : l'application du droit.

En effet, et c'est un deuxième oubli notable de la tribune du 2 novembre, la campagne BDS a pour seule exigence qu'Israël "honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international". La campagne BDS n'est pas l'expression d'une haine irrationnelle d'Israël. Comme l'écrit John Berger, écrivain britannique et membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine, "BDS n'est pas un principe, mais une stratégie ; ce n'est pas Israël qui est visé, c'est sa politique ; si la politique change (dans le bon sens), le BDS prendra fin".

Les signataires de la tribune le répètent : "Nous sommes pour la paix". Mais pensent-ils que la paix est possible sans la justice, c'est-à-dire sans l'application du droit ? Car c'est bien ici que se situe le nœud du problème. Israël refuse depuis des décennies de se soumettre aux règles les plus élémentaires du droit international. Ce sont ainsi plus de 30 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qu'Israël a refusé ou refuse encore de respecter, attitude pour le moins paradoxale de la part d'un état créé par une résolution des Nations unies. Chaque jour, avec la colonisation, ce sont les conventions de Genève qui sont violées. En juillet 2004, la Cour internationale de justice (CIJ) demandait à Israël de détruire le mur construit en Cisjordanie : le mur est toujours là, et continue de s'étendre...

Que font nos gouvernements ? Que font les représentants de la communauté des nations ? Exercent-ils des pressions sur Israël ? Non. C'est fort de ce constat que la société civile palestinienne, un an après l'avis de la CIJ concernant le mur, a invité la société civile internationale à se charger elle-même de faire pression sur Israël et sur nos gouvernements, pour que l'impunité cesse. La fin de cette impunité est la seule voie possible vers une paix réelle, où le droit et la justice seraient des principes intangibles et non pas, comme c'est le cas à l'heure actuelle, des objets de négociation.

S'ils ont jugé nécessaire d'avoir recours à l'arme du boycott international, les animateurs de la campagne BDS ne confondent pas tout, contrairement aux signataires de la tribune du 2 novembre.

Evoquant la charte de la campagne BDS France, ces derniers affirment en effet que [pour ses initiateurs], "tout ce qui est israélien serait coupable". Ils auraient été mieux inspirés s'ils avaient consulté ladite charte, dans laquelle on peut lire que "ce boycott ne vise pas la société israélienne ni les individus qui la composent, en tant que tels, il vise la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans".

Notre combat n'est pas fondé sur le rejet d'un peuple. Il s'agit d'exercer une réelle pression sur l'Etat d'Israël, en développant un boycott économique, diplomatique, et un boycott des institutions académiques, sportives et culturelles israéliennes. Ces institutions sont en effet trop souvent utilisées par Israël pour soigner son image et mieux masquer sa politique à l'égard des Palestiniens et son mépris des règles internationales. Michel Platini, président de l'Union européenne des associations de football (UEFA), l'a compris, menaçant d'exclure l'Etat d'Israël de l'UEFA s'il continuait d'entraver le développement du sport palestinien. Desmond Tutu, archevêque sud-africain récompensé par le prix Nobel de la paix en 1984 pour son combat contre l'apartheid, s'est de son côté élevé contre la visite prochainement prévue, en Israël, de la troupe de l'Opéra du Cap. En tant que soutien actif de la stratégie BDS, Desmond Tutu mérite-t-il aussi les titres de saboteur et de naufrageur d'espoir ?

A ceux qui s'inquiètent de la dégradation de l'image d'Israël et qui accusent la campagne BDS d'en être responsable, nous disons qu'Israël est le seul auteur de cette dégradation. En violant chaque jour le droit international, en commettant des actes criminels comme les bombardements massifs sur Gaza en 2008-2009 ou l'assaut sanglant contre la Flottille de la liberté, en poursuivant le blocus de Gaza, la construction de colonies et l'arrachage des oliviers, Israël ne peut susciter qu'un rejet de plus en plus fort. Au-delà de ce rejet, cette fuite en avant meurtrière met en danger la population israélienne elle-même : c'est pourquoi à l'intérieur d'Israël se développe le mouvement de Boycott From Within, au sein duquel des pacifistes, intellectuels, artistes... se sont regroupés pour appeler la société civile internationale à amplifier BDS.

Pour toutes ces raisons, nous affirmons : tant que l'Etat d'Israël ne respectera pas le droit international et tant que nos gouvernements n'exerceront pas de véritables pressions pour qu'il le fasse, nous développerons BDS. Nous savons, fort du précédent sud-africain et de la campagne victorieuse de boycott contre le régime d'apartheid, que cette arme, loin d'être indigne, peut être noble et efficace lorsque les circonstances l'exigent. C'est le cas aujourd'hui. La campagne BDS est l'expression de la volonté de tous ceux qui pensent qu'il est encore possible d'agir et d'éviter le pire pour les peuples de la région. Car tant que le droit sera bafoué et que l'impunité durera, aucune paix ne sera possible.

En soutien à l'appel palestinien "Boycott, Désinvestissement, Sanctions" de 2005 et à la Campagne française BDS : Nicole KIIL NIELSEN, députée européenne (Les Verts); Patrick LE HYARIC, député européen (Gauche unitaire européenne); Olivier BESANCENOT, porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA); Monique CERISIER BEN GUIGA, sénatrice (PS), présidente du groupe d'information internationale France-Territoires palestiniens du Sénat; Alima BOUMEDIENE THIERY, sénatrice (Les Verts); Patrick BRAOUEZEC, député de Seine-Saint-Denis; Clémentine AUTAIN, directrice de "Regards", membre de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE); Annick COUPE, porte-parole nationale de l'Union syndicale Solidaires; Stéphane TASSEL, secrétaire général de la FSU; Mouloud AOUNIT, co-président du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP); Monseigneur Jacques GAILLOT, évêque; Eric Hazan, éditeur; Gérard TOULOUSE, directeur de recherche au CNRS, membre de l'Académie des sciences; Mireille FANON MENDES FRANCE,

Fondation Frantz Fanon, membre de l'Union juive française pour la paix (UJFP); Gilbert ACHCAR, politologue, écrivain et professeur à l'université de Londres et Paris-VIII; Nabil AL HAGGAR, universitaire, membre de l'Association des universitaires pour le respect du droit international en Palestine (AURDIP); Jean-Marie MULLER, membre fondateur du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN); Omar BARGHOUTI, palestinien, membre fondateur de la "Palestinian campaign for the academic and cultural boycott of Israel" (PACBI); Skandar COPTI, palestinien, réalisateur et co-auteur de

Ajami (mention spéciale à la caméra d'or du festival de Cannes 2009); Juliano MER KHAMIS, palestinien, acteur et réalisateur, fondateur du Théâtre de la Liberté à Jénine; Michel WARSCHAWSKI, israélien, journaliste, membre fondateur du Centre d'information alternative (AIC) et de la campagne "Boycott from within"; Eyal SIVAN, israélien, réalisateur, auteur de Jaffa, la mécanique de l'orange (2009) et membre de la campagne "Boycott from within"; Yael LERER, israélienne, éditrice, membre fondatrice des éditions Andalus, spécialisées dans la traduction vers l'hébreu d'œuvres littéraires en langue arabe, de la campagne "Boycott from within" et de la Coalition des femmes pour la paix (Tel Aviv).
www.lemonde.fr/.../boycotter-israel-une-lutte-pour-une-paix-juste_1440957_3232.html

2-1-6 Entreprises américaines ou européennes qui soutiennent l'Etat d'Israël :

COCA-COLA : (marques du groupe : **Aquarius, Cherry Coke, Fanta, Nestea, Sprite, Minute Maid, Tropical**). Cette entreprise soutient l'Etat d'Israël depuis 1966.

DANONE : (marques du groupe : **Arvie, Badoit, Belin, Blédina, Phosphatine, Chipster, Evian, Galbani, Gervais, Heudebert, Lu, Taillefine, Volvic**). Danone vient d'investir dans le Golan, territoire syrien occupé depuis 1967 par Israël.

NESTLÉ : (marques du groupe : **Aquarel, Cheerios, Crunch, Frigor, Friskies, Galak, Golden Grahams, Kit Kat, Maggi, Mousline, Nescafé, Ricoré, Quality Street, Vittel, Perrier, Buitoni**). La société suisse possède 50,1 % des capitaux de la chaîne alimentaire israélienne Osem. La firme est accusée depuis les années 50 de détruire l'économie et la santé des peuples du Tiers-Monde, notamment par l'imposition de ses laits en poudre pour bébés en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

INTEL : cette grosse entreprise possède des usines en "Israël" et produit la plus grande partie des puces électroniques PENTIUM 4 utilisées par les ordinateurs PC dans son usine de Kyriat Gat, installée sur le site de Iraq Al-Manshiya, un village palestinien rasé après son évacuation en 1949 par les soldats égyptiens. 2 000 habitants furent chassés de leur terre, malgré un engagement écrit, supervisé par les Nations unies, des sionistes à ne pas toucher à la population. Une campagne de leurs descendants aux USA en 2003 a amené INTEL à suspendre un projet d'investissements de 2 milliards de dollars pour une extension de l'usine Fab 18 de Kyriat Gat.

L'ORÉAL : (marques du groupe : **Biotherm, Cacharel, Giorgio Armani Parfums, Lancôme, Vichy, La Roche-Posay, Garnier, Hélène Rubinstein, Gemey-Maybelline, Jean-Louis David Shampooings, Le Club des créateurs de beauté** (vente de produits cosmétiques par correspondance), **Redken 5th Avenue, Ralph Lauren parfums, Ushuaïa**). L'Oréal a ainsi investi des millions en créant une unité de production à Migdal Haemeck, à tel point que le Congrès juif américain a exprimé sa satisfaction de voir l'Oréal « devenir un ami chaleureux de l'Etat d'Israël ».

ESTÉE LAUDER : (marques du groupe : **Aramis, Clinique, la Mer, DKNY, Tommy Hilfiger**). Outre ses investissements, le directeur d'Estée Lauder est le président d'une des plus puissantes organisations sionistes US, le Fonds National juif.

DELTA GALIL : Cette entreprise israélienne est spécialisée dans la sous-traitance de produits textiles notamment dans celui des sous-vêtements. De nombreux sous-vêtements de marques étrangères proviennent ainsi directement des usines de Delta Galil. C'est le cas pour **Marks & Spencers, Carrefour (Tex), Auchan, Gap, Hugo Boss, Playtex, Calvin Klein, Victoria's Secret, DKNY, Ralph Lauren**.

LEVI STRAUSS JEANS ET CELIO : (magasins spécialisés dans les vêtements pour hommes) Ces entreprises, fort bien implantées en France, financent les nouvelles colonies en Palestine mais également les écoles des religieux extrémistes dans le monde.

TIMBERLAND : (Vêtements, chaussures, chaussettes) - tout comme son homologue Ronald Lauder, le PDG de Timberland Jeffrey Swartz est un membre actif du lobby sioniste US. Il a conseillé ainsi d'encourager la communauté juive US à se rendre en "Israël" mais également d'envoyer des soldats "israéliens" pour mener la propagande pro-israélienne aux USA.

DISNEYLAND : (PDG : Michael Eisner) l'entreprise Disney n'a rien d'idyllique et n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était au temps du grand Walt Disney. Elle contribue par son soutien à "Israël" à semer la mort en Palestine. Elle approuve ainsi tacitement l'occupation illégale de Jérusalem-Est en faisant de Jérusalem lors d'une exposition au Centre Epcot en Floride la capitale d'Israël, cela en violation des résolutions internationales de l'ONU.

NOKIA : le géant finlandais de la téléphonie commerce activement avec l'Etat "d'Israël". Dans une interview au Jérusalem Post, le manager du groupe déclarait : qu'Israël faisait partie des priorités de l'entreprise. Un centre de recherche Nokia a ainsi vu le jour en Israël.

MC DONALD'S : entreprise emblématique de l'impérialisme culturel US, la célèbre chaîne de "restaurants" fast-food apporte un soutien non négligeable à l'Etat "israélien". McDonald's dispose de 80 restaurants en "Israël" et y emploie près de 3000 personnes. Elle y interdit à son personnel de parler arabe. Aux USA, l'entreprise figure parmi les heureux partenaires de l'organisation sioniste « Jewish Community » basée à Chicago. Cette organisation travaille en effet pour le maintien de l'aide militaire, économique et diplomatique apportée par les USA à "Israël".

CATERPILLAR : (équipement pour bâtiment mais également, vêtements, chaussures) - Une large campagne doit être menée en France pour dénoncer la participation criminelle de Caterpillar aux destructions des maisons en Palestine par ses bulldozers géants. C'est avec un Caterpillar que la pacifiste américaine juive Rachel Corrie a été tuée par un soldat "israélien" en 2003.

La chaîne hôtelière **ACCOR HOTEL** : (**Etap, Ibis, Mercure, Novotel, Sofitel**) - cette chaîne a plusieurs hôtels en Israël, et récemment, elle a ouvert une succursale dans les territoires syriens occupés, dans le Golan.

Les chaînes alimentaires présentes dans les colonies israéliennes : **Domino Pizza, Pizza Hut, Häagen Daaz, Burger King**
Autres produits : Cigarettes Morris (dont **Marlboro**), Produits Kimberly-Clarck (**Kleenex, Kotex, Huggies**), **SanDisk** (informatique), **Toys R Us** (jouets)

EN COMPLEMENT

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Boycot...>

<http://nasr-moqawama.blogspot.com/>

3 Histoire

3-1 Thierry Meyssan : Les circonstances politiques de la mort de Yasser Arafat

Il y a 6 ans, l'empoisonnement du président palestinien.

Le 11 novembre 2004, le président Yasser Arafat décédait dans un hôpital militaire français. Une polémique se déclenchait alors sur l'origine de son empoisonnement. Ce n'est que bien plus tard, lors de la saisie par le Hamas de documents dans les archives personnelles du ministre Mohamed Dahlan, que les preuves du complot furent réunies. L'assassinat a été commandité par Israël et les Etats-Unis, mais réalisé par des Palestiniens.

Thierry Meyssan revient sur les circonstances politiques qui ont conduit à planifier cette élimination.

L'arrivée au pouvoir de George W. Bush, en janvier 2001, et celle du général Ariel Sharon, en mars 2001, en pleine Intifada, marquent un changement radical de politique à l'égard des Palestiniens. La période coïncide avec la remise du rapport du sénateur George Mitchell sur les responsabilités partagées dans la continuation du conflit. Le président Bush désigne un diplomate chevronné, William Burns, pour le représenter au Proche-Orient. Avec le directeur de la CIA, George Tenet, ils élaborent un protocole en six points pour cesser le feu. MM. Sharon et Bush examinent ce plan, le 26 juin 2001 à la Maison-Blanche.

Il s'agit en fait d'une simple mise en scène. La réouverture des voies de circulation dans les Territoires occupés est subordonnée à l'arrêt immédiat et complet des hostilités. En d'autres termes, les mesures de répression dans les Territoires occupés ne seront levées que si les Palestiniens renoncent sans contrepartie à la résistance armée. MM Sharon et Bush s'accordent sur un discours qui stigmatise le président Yasser Arafat et le rend responsable de la poursuite des hostilités : il est « le terroriste » par excellence et les deux pays doivent s'unir pour faire échec au « terrorisme ». Par conséquent, le général Sharon décide d'appliquer désormais la stratégie des « assassinats ciblés » aux dirigeants politiques palestiniens. Le premier éliminé sera Abou Ali Moustapha, un des chefs de l'OLP.

Aussi lorsque surviennent les attentat du 11 septembre 2001, cette rhétorique se fonde sans problèmes dans celle de la « guerre au terrorisme ». Ce matin-là d'ailleurs, les médias diffusent une revendication par un groupe palestinien et Israël ferme toutes ses représentations diplomatiques dans le monde. Des images d'une quinzaine de Palestiniens criant leur joie devant les dommages infligés aux Etats-Unis font le tour du monde. Quoi qu'il en soit, la responsabilité palestinienne sera écartée au cours de la journée et les attentats seront attribués à un groupuscule installé en Afghanistan. Pour clore ce chapitre, Yasser Arafat se rendra dans un hôpital donné son sang pour les victimes états-uniennes. Mais l'occasion est trop belle : les dirigeants israéliens multiplient les déclarations de compassion avec les victimes en établissant un parallèle entre ce qu'endurent les États-Unis et les Israéliens. Ariel Sharon qualifie l'Autorité palestinienne d'« organisation soutenant le terrorisme », tandis que le porte-parole de la Maison-Blanche souligne qu'Israël a le droit de se défendre. L'amalgame est complet entre Résistance et terrorisme.

Tel-Aviv multiplie les démarches pour isoler « le terroriste » Yasser Arafat. Cependant, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne réaffirment que le président de l'Autorité palestinienne est un partenaire pour la paix, tandis que Washington maintient ses contacts avec le vieux leader.

Constatant l'impossibilité d'une solution militaire, le général Sharon imagine un plan de redécoupage de la Palestine qui assure la continuité territoriale d'Israël et de ses colonies et, au contraire, divise les Territoires palestiniens en deux zones discontinues. Avec discrétion, il débute de grands travaux d'équipement, notamment la construction d'un mur qui marquera la nouvelle frontière. Le plan d'ensemble ne sera dévoilé qu'ultérieurement. Le général Sharon se contente dans un premier temps d'annoncer la création de « zones tampons », taillées dans les Territoires occupés. Simultanément, une association d'anciens officiers mène une campagne de propagande pour une séparation unilatérale des juifs d'avec les arabes. On se dirige vers une forme d'apartheid où Gaza et la Cisjordanie joueront le rôle de Bantoustans.

Pour déplacer les lignes sur le terrain, le cabinet israélien lance l'opération « Mur de protection » (parfois traduite par opération « Rempart ») dont l'intitulé ne sera compris qu'ultérieurement. Tsahal rase une partie de Jénine et assiège la Basilique de la Nativité à Bethléem où l'Église catholique a accordé l'asile à des résistants palestiniens. Le général Sharon désigne Yasser Arafat comme l'« ennemi d'Israël », ce que beaucoup interprètent comme le signal de son élimination imminente. Dans une allocution télévisée solennelle, le Premier ministre israélien déclare : « L'État d'Israël est en guerre (...) Une guerre sans compromis contre le terrorisme (...) activité coordonnée et dirigée par Yasser Arafat ». Durant cinq mois, les Forces israéliennes assiègent le palais présidentiel à Ramallah et déclarent la ville « zone militaire interdite ». Le vieux leader est cantonné dans quelques pièces, tandis que l'eau et l'électricité sont coupés. Sharon lui offre de partir, « avec un billet sans retour ». À l'issue du siège, levé sous la pression internationale, Arafat restera assigné à résidence dans les ruines du palais présidentiel. Le prince Abdullah d'Arabie saoudite énonce un plan de paix raisonnable, tenant compte des intérêts des différents protagonistes. Il le présente au sommet de la Ligue arabe à Beyrouth, en l'absence de Yasser Arafat prisonnier à Ramallah, et obtient le soutien des États arabes. George Bush, —qui jouait d'un côté le chaud avec William Burns et Donald Rumsfeld, de l'autre le froid avec Anthony Zini et Colin Powell— sabote le plan de paix arabe. Le 24 juin 2002, il se prononce pour la création d'un État palestinien, mais pose comme préalable le départ volontaire du président Arafat et la mise en place d'une nouvelle direction palestinienne qui ne soit pas « compromise avec le terrorisme ».

La logique qui va conduire à l'assassinat du vieux leader est désormais en marche. Rien ne pourra l'arrêter.

Washington sollicite en vain ses partenaires du Quartet (ONU, Union européenne, Russie) pour qu'ils appuient le départ d'Arafat. A la suite d'un attentat qui fait 7 morts à Tel-Aviv, le général Sharon ordonne de reprendre le siège du palais présidentiel. Tsahal détruit presque tout le complexe gouvernemental et les dirigeants israéliens ne font pas mystère de vouloir en finir avec leur « ennemi » Arafat. Toute la population palestinienne manifeste en soutien au vieux leader, tandis que le Conseil de sécurité vote la résolution 1435 intimant à Israël de cesser immédiatement cette opération. Tsahal lève le camp.

Des élections anticipées sont convoquées en Israël. Leur résultat renforce le pouvoir d'Ariel Sharon. En composant son nouveau cabinet, il déclare sans détour qu'il va « achever la guerre contre le terrorisme, écarter la direction terroriste et créer les conditions de l'émergence d'une nouvelle direction avec laquelle il sera possible de parvenir à une paix véritable ».

La Russie et la France pressent Arafat de lâcher du lest pour éviter le pire. Le vieux leader consent à créer un poste de Premier ministre et à le confier à une personnalité qui sera acceptée par Tel-Aviv et Washington et pourra discuter avec eux pour rompre l'isolement. Il désigne Mahmoud Abbas. Les deux hommes ont toutes les difficultés à s'accorder pour la formation du gouvernement. Abbas souhaite confier les relations avec les organisations de la Résistance militaire au général Mohammed Dahlan qu'Arafat récuse. En définitive, ils conviennent de nommer Dahlan à la tête de la police.

Quoi qu'il en soit, la formation de ce gouvernement ne change rien. La décision de tuer Arafat a été prise. C'est même le programme officiel du nouveau cabinet Sharon. L'ambassadeur William Burns et le Premier ministre Ariel Sharon organisent une rencontre secrète avec le Premier ministre palestinien Mahmoud Abbas et le futur ministre de l'Intérieur Mohammed Dahlan. Les conjurés mettent au point les détails du crime. Ils conviennent à la fois d'assassiner le vieux leader et les chefs du Hamas, pour que ceux-ci ne puissent pas reprendre le flambeau.

Le Quartet accueille la nomination du nouveau gouvernement palestinien en publiant la « feuille de route ». Le cabinet Sharon approuve publiquement cette démarche, mais transmet en secret à la Maison-

Blanche une note explicitant 14 réserves qui vident la « feuille de route » de son sens. Pendant six mois, Mahmoud Abbas participe à de nombreuses rencontres internationales pour mettre en œuvre les recommandations du Quartet et est reçu avec tous les honneurs à la Maison-Blanche. Cependant, il apparaît vite qu'il prend des engagements hors de ses compétences. Il aurait ainsi promis au sommet d'Akaba la fin de la Résistance armée sans contrepartie. Quoi qu'il en soit, Jacques Chirac est informé du complot. Il alerte son homologue russe, Vladimir Poutine. La France et la Russie proposent au président Arafat de l'évacuer immédiatement de Ramallah et de lui accorder l'asile politique dans le pays de son choix. Le vieux leader décline l'offre. Il sait que s'il quitte la Palestine, il n'y retournera jamais.

Pour garantir sa sécurité, Arafat crée un poste de Conseiller national de sécurité qui empiète sur les prérogatives d'Abbas et de Dahlan. Il le confie à Jibril Rajoub. La tension atteint son paroxysme. Abbas démissionne, emportant Dahlan avec lui.

C'est dans cette période que Mohammed Dahlan a adressé une lettre au ministre israélien de la Défense Shaul Mofaz ; un document dont le double a été retrouvé dans les archives privées de Dahlan lors de sa fuite. Il y écrit : « Soyez certain que les jours de Yasser Arafat sont comptés. Mais laissez-nous l'abattre à notre manière, pas à la vôtre (...) je tiendrai les promesses que j'ai faites devant le président Bush ». Yasser Arafat nomme Ahmed Qorei Premier ministre. Le cabinet Sharon réplique en adoptant le principe de l'expulsion du président de l'Autorité palestinienne hors de Palestine. Les Palestiniens manifestent à nouveau pour leur leader. La Syrie demande au Conseil de sécurité de l'ONU d'interdire l'expulsion du président Arafat, mais les États-Unis opposent leur veto à ce projet de résolution. Par rétorsion, les avions israéliens survolent le palais présidentiel syrien et bombardent un ancien camp palestinien près de Damas.

En mars 2004, Tsahal assassine cheikh Ahmad Yassine, chef spirituel du Hamas. Ce meurtre ne peut se comprendre que comme la volonté de décapiter la branche musulmane de la Résistance de sorte qu'elle ne puisse prendre la relève lorsque la branche laïque sera elle aussi décapitée. A l'ONU, Washington oppose son veto à une résolution condamnant ce crime. Continuant sur cette lancée, Tsahal assassine le mois suivant Abdel Aziz al-Rantissi, le chef civil du Hamas.

Ariel Sharon se rend à Washington et dévoile le nouveau plan de partage de la Palestine qu'il met en œuvre depuis trois ans. Il insiste sur le fait que la continuité territoriale israélienne exige le démantèlement de colonies trop avancées et indéfendables ; et que les troupes israéliennes se retireront des territoires destinés aux Palestiniens. Il admet le projet de séparation des populations en entités ethniquement homogènes et le tracé complet du mur de séparation. Le président Bush lui donne par écrit le feu vert de Washington et ajoute que, compte tenu de « la nouvelle réalité sur le terrain », le principe de retour aux frontières établies par la communauté internationale est désormais « irréaliste ». Le fait accompli prime sur le droit.

Le Conseil de sécurité refusant de condamner les annexions de territoires derrière le mur de séparation, l'Assemblée générale saisit la Cour de La Haye pour qu'elle dise le droit.

A Ramallah, Yasser Arafat craint que le ministre de l'Intérieur du gouvernement Qorei n'ait rejoint le complot. Il décide de le démettre. Ahmed Qorei, se sentant désavoué, présente sa démission. Finalement Arafat renonce. Qorei et son équipe restent, y compris les traitres.

Erreur fatale.

Le 21 octobre 2004, Yasser Arafat est pris de vomissements. Les médecins croient d'abord à une simple grippe. Son état empire rapidement et son système immunitaire est gravement affaibli. Sur proposition de son homologue français, Jacques Chirac, il accepte de quitter la Palestine pour se faire soigner. Il sait que sa vie est en danger et que même s'il en réchappe, il ne retrouvera plus sa terre. Il est pris en charge dans un hôpital militaire spécialisé. Les médecins ne parviennent pas à isoler le poison d'autant que ses assassins lui ont également inoculé le rétrovirus du sida rendant illisibles tous les examens. Il tombe dans le coma. Sa mort est annoncée le 11 novembre 2004 à 3h30 heure de Paris. L'Élysée veille à ce que l'acte de décès stipule que le président de l'Autorité palestinienne est né à Jérusalem.

Le cabinet Sharon s'opposant à l'inhumation à Jérusalem, des obsèques internationales ont lieu au Caire et l'inhumation à Ramallah. Les Collaborateurs qui ont comploté avec l'Occupant pour le tuer vont s'emparer du pouvoir sans tarder

Ce texte est initialement paru en annexe du témoignage d'Isabel Pisano Yasser Arafat, intime. La Passion de la Palestine (éditions Demi-lune, 2009, préface de Tariq Ramadan). Ce livre est vendu par correspondance par la Librairie

Thierry Meyssan : Analyste politique français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace.

Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe. Dernier ouvrage publié : L'Effroyable imposture 2, éd. JP *Bertand* (2007).

Thierry Meyssan est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Articles de Thierry Meyssan publiés par Mondialisation.ca

Thierry Meyssan

Le 12 novembre 2010

Le Réseau Voltaire

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19